

# Procès-verbal

## Conseil Municipal

### Séance du 28 octobre 2019

L'an deux mille dix-neuf, le vingt-huit octobre à dix-neuf heures, le conseil municipal de Goudelin, légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie, en session ordinaire, sous la présidence de Monsieur Didier MORIN, Maire.

#### Convoqués :

**CORBEL Michel - CORLAY Gérald - DEROUIN Robert - GAUVAIN Michaël - GUEGAN Yannick - ILLIEN Anne-Yvette - JEZEQUEL Fabien - KERRIEN Yvonnick - LAROSE Arnaud - LE BONHOMME Marie-Catherine - LE GARFF-TRUHAUD Francette - LE GRAND Marina - MARTIN Marie-Christine - MILON Martine - MORIN Didier - QUERRE Yann - QUINTIN Jérémie - ROPERS Isabelle - THOMAS Helen**

#### Absents :

**ROPERS Isabelle**  
**JEZEQUEL Fabien**  
**LE GRAND Marina (pouvoir donné à Mr GUEGAN Yannick)**  
**LAROSE Arnaud**

Secrétaire : **MARTIN Marie-Christine**

### Ordre du jour

#### **1/ EARL VINCENT – avis sur un dossier Installation Classée pour la Protection de l'Environnement**

Monsieur le Maire expose que par arrêté préfectoral, une enquête publique au titre des installations classées pour l'EARL VINCENT sise LE GUEUDET à Goudelin est en cours du 7 octobre au 6 novembre 2019.

Cette enquête porte sur les points suivants :

- Augmentation de cheptel dans le cadre de l'installation d'un Jeune Agriculteur
- Passage du seuil IED pour le cheptel charcutier
- Construction d'extensions aux bâtiments existants et d'un bâtiment sur racleur de 1008 places engraissement
- Mise à jour du plan d'épandage et de la gestion des déjections

Le projet présenté permettra d'augmenter la production sur le site afin de permettre l'installation de Louis VINCENT en tant que Jeune Agriculteur sur l'exploitation. Cette activité est soumise à autorisation au titre de la législation sur les installations classées, rubriques n°3660-b et 2102-1.

Après projet, le site accueillera un élevage porcin de 4 495 PAE, réparties comme suit :

- 112 places maternité (336 PAE)
- 383 places gestante-verraterie (1149 PAE)
- 30 places quarantaine (30 PAE)
- 1 400 places post sevrage (700 PAE)
- 2 700 places engraissement (2 700PAE)

Le dossier d'enquête publique relatif à la demande d'autorisation d'exploiter est porté à la connaissance du Conseil Municipal. Conformément aux dispositions du code de l'environnement, il convient aux élus de formuler un avis sur ce projet.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité de ses membres présents, le conseil municipal, donne un avis favorable au projet soumis à autorisation au titre de la législation sur les installations classées de l'EARL VINCENT sise LE GUEUDET à Goudelin.

## 2/ Demande de l'association de producteurs « Le Marché Nomade »

« Le Marché Nomade » est une association de producteurs, artisans et revendeurs indépendants bio et/ou locaux. Elle a pour but de :

- Développer un commerce alternatif
- Mettre en avant les producteurs, artisans locaux et revendeurs indépendants qui sortent du concept de surproduction et qui soutiennent la consommation responsable ainsi que le développement durable, en proposant foire ou tout autre événement (ateliers, présentation...) dans le respect des valeurs de l'association.

Le « Marché Nomade » propose de réaliser un premier marché au sein de la commune constitué de ses différents producteurs, artisans, revendeurs indépendants adhérents bio et/ou locaux. Ce marché peut être reconductible une fois par mois, 1 fois par trimestre, selon les besoins....

Les habitants pourront y trouver : olives, thés, viande, miel, petits gâteaux, légumes, spiruline...etc

Les marchés seront organisés les soirs de semaine de 16h30 à 19h, jour à convenir avec la mairie. Il est demandé de pouvoir fournir un emplacement (salle, place...) ainsi que le branchement électrique.

A ce jour, ils estiment que le développement des marchés du soir leur permettra de faire valoir leurs produits et leurs valeurs à une population active mais soucieuse du bien manger et du développement durable.

Le « Marché Nomade » peut aussi être présent lors d'événements (concerts, fêtes à thème, marche gourmande...).

Il est proposé de se positionner quant à cette demande.

Après en avoir délibéré, à l'unanimité de ses membres présents, le conseil municipal, donne un avis favorable de principe à l'installation d'un marché nomade composé de producteurs et artisan

Il est précisé que l'installation pourrait se faire au niveau de la Place au Bourg, devant l'Eglise (branchement électrique en place), de préférence le jeudi ou le vendredi de 16 heures à 19 heures.

## 3/ Bilan de l'école publique 2018-2019

Le bilan de l'école publique de Goudelin pour l'année scolaire 2018-2019 fait apparaître un montant total de fonctionnement de 80985.56 € (69 495.21 € pour 2017/2018) pour 106 élèves, soit 764.01 € / élève (551.55 € en 2017/2018). On constate une augmentation significative des charges de fonctionnement et des charges de personnel.

L'école Notre Dame de l'Isle ayant accueilli en 2018/2019 91 élèves de Goudelin, il est proposé que soit versé à l'OGEC 69 525.34 € au titre de la participation communale. Trois acomptes de 10 000€ chacun ayant été versés en 2019, le solde à verser serait de 39 525.34 €.

Après en avoir délibéré, le conseil municipal, à l'unanimité (arrivée de GUEGAN Yannick à 20h15), adopte le bilan de l'école publique 2018-2019 et octroie à l'OGEC une subvention d'un montant total de 69 525.34 € dont le solde à régler est de 39 525.34 €.

## 4/ Décision modificative

Monsieur le Maire propose les modifications suivantes pour le budget communal 2019 :

### INVESTISSEMENT

		BP 2019	DM	Total	Commentaires
Chapitre 020	Dépenses imprévues	40 385.71	-5 000.00	35 385.71	
Opération 135	Réfection chauffage/ventilation salle des fêtes	100 000.00	5 000.00	105 000.00	Avenant au marché : 3157.90 € T.T.C.
TOTAL DEPENSES			0.00		

### Fonctionnement

		BP 2019	DM	Total	Commentaires
Chapitre 020	Dépenses imprévues	20 000.00	-20 000.00	0.00	
Chapitre 012	Charges de personnel (cpte 6218)	552 000.00	-6 000.00	546 000.00	
Chapitre 65	Autres charges de gestion courante (cpte 6574)	129 200.00	26 000.00	155 200.00	Solde de 39 525.34 € à verser à l'OGEC
TOTAL DEPENSES			0.00		

Le Conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, autorise M. Le Maire ou son représentant à faire les modifications budgétaires ci-dessus.

## **5/ Avis sur le projet de PLUi arrêté.**

Le Conseil Communautaire a prescrit par délibération du 15 décembre 2015 et délibération complémentaire du 11 avril 2017 l'élaboration d'un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) valant Programme Local de l'Habitat (PLUiH) pour l'ensemble de son territoire et a fixé les modalités de la concertation.

Conformément à l'article R153-5 du Code de l'urbanisme, les communes membres de Leff Armor communauté sont sollicitées pour émettre un avis sur le projet de PLUi arrêté dans un délai de trois mois à compter de la notification de la délibération du conseil communautaire. En l'absence de réponse à l'issue de ce délai, l'avis est réputé favorable.

Conformément à l'article L153-15 du Code de l'urbanisme, dans l'hypothèse où l'une des communes membres émettrait un avis défavorable sur les orientations d'aménagement et de programmation ou les dispositions du règlement qui la concernent directement, le projet de PLUi-H devra être à nouveau arrêté en conseil communautaire avec des modifications éventuellement apportées au projet.

Les objectifs de l'élaboration annoncés dans la délibération de prescription sont les suivants :

- Faire de Leff Armor Communauté un territoire durable, attractif et solidaire,
- Maintenir et préserver les activités agricoles du territoire,
- Intégrer la politique de l'habitat à la politique de l'urbanisme en réalisant un PLUi ayant valeur de PLH,
- Favoriser un développement territorial équilibré entre emplois, habitats, commerces et services, tout en protégeant l'environnement et les ressources naturelles,
- Développer une gestion économe de l'espace en favorisant le renouvellement urbain et la densification afin de redynamiser les centres-bourgs,
- Répondre aux besoins des habitants et des entreprises,
- Intégrer la politique de déplacements dans l'aménagement du territoire.

Le PADD, a fait l'objet d'un débat en Conseil communautaire le 23 octobre 2018.

La conférence intercommunale des Maires réunit le 29 mai 2017 a définit les modalités de la collaboration communes/ Communauté de communes dans le cadre du PLUiH.

Différentes instances ont été mise en place : comité de pilotage, comité de travail, ateliers territoriaux, séminaires et conférence intercommunale des Maires. Les communes sont restées garantes de la proximité et en prise avec les réalités locales tandis que la communauté de communes a été garante d'un projet d'aménagement cohérent et solidaire du territoire.

A plusieurs reprises les Personnes Publiques associées ont été rencontrées et ont pu émettre un avis sur le projet. La concertation publique s'est tenue de manière continue durant toute l'élaboration du PLUiH (réunions publiques, registres de concertation, exposition, etc.)

Le dossier de PLUiH tel qu'il est né des nombreux échanges avec les communes, les partenaires et la population, comprend les pièces règlementaires suivantes :

- le rapport de présentation,
- le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD),
- les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP),
- le Programme d'Orientations d'Actions Habitat (POA),
- le zonage et le règlement annexé,
- les annexes comprenant notamment les servitudes d'utilité publique,
- les pièces administratives.

A la fin du délai de consultation des communes, le projet de PLUiH arrêté sera:

- soumis pour avis aux personnes publiques associées (mentionnées aux articles L132-7 et L132-9 du code de l'urbanisme) pendant 3 mois (L153-16 du code de l'urbanisme) ;
- soumis pour avis à la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers (L153-16 du code de l'urbanisme) ;

-soumis aux organismes autorisés à en faire la demande cités aux articles L153-17 et L132-12 du code de l'urbanisme ;

-soumis à l'avis de l'autorité environnementale (L104-6 du code de l'urbanisme).

A l'issue de cette période de consultation, le projet de PLUi-H, accompagné notamment de l'avis de l'autorité environnementale, des avis des communes et des personnes publiques associées ainsi que du bilan de la concertation, sera soumis à enquête publique (mai /juin 2020)

A l'issue de l'enquête publique, le commissaire enquêteur public a 1 mois (avec possibilité de report de délai) pour remettre son rapport et ses conclusions motivées.

Afin d'étudier les avis des personnes consultées, les observations du public et le rapport du commissaire-enquêteur, une conférence intercommunale des Maires sera organisée.

Enfin le PLUiH, éventuellement modifié pour tenir compte des avis et observations, pourra être approuvé par le Conseil communautaire (novembre 2020).

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**Vu** le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.153-14, L.103-6, R.153-3, et R153-5,

**Vu** le code de la construction et l'habitation,

**Vu** la délibération n°15-200 du conseil communautaire de la Communauté de communes Lanvollon Plouha en date du 15 décembre 2015 prescrivant le PLUiH, et définissant les modalités et objectifs de la concertation,

**Vu** la délibération n°17-149 du conseil communautaire de Leff Armor communauté en date du 11 avril 2017 prescrivant l'extension du PLUiH à l'ensemble du territoire de Leff Armor communauté, et définissant les modalités et objectifs de la concertation,

**Vu** la délibération n°17-250 du conseil communautaire de Leff Armor communauté définissant les modalités de la collaboration entre la communauté de communes et ses communes membres dans l'élaboration du PLUi,

**Vu** les délibérations des conseils municipaux sur les modalités de la collaboration communes/communauté de communes,

**Vu** la délibération n°18-189 et le débat sur les orientations du PADD (projet d'Aménagement et de Développement Durable) au sein du conseil communautaire de Leff Armor communauté le 23 octobre 2018,

**Vu** les débats sur le PADD dans les différents conseils municipaux,

**Vu** la délibération n°19-171 du conseil communautaire de Leff Armor communauté arrêtant le projet de PLUiH et tirant le bilan de la concertation,

**Vu** le dossier de PLUi arrêté en conseil communautaire,

Le conseil municipal, par 11 voix pour et 5 abstentions, émet un avis favorable sur le projet de Plan Local d'Urbanisme intercommunal arrêté.

## **6/ Participation des élus au Congrès des maires nécessité d'un mandat spécial**

Monsieur le Maire rappelle aux conseillers municipaux que le Congrès des Maires est prévu du 19 novembre au 21 novembre 2019 à Paris.

Il précise qu'il serait opportun que Mme LE GARFF TRUHAUD Francette, en sa qualité de 1ère Adjointe, s'y rende afin d'y représenter la commune et ainsi s'informer sur les perspectives et les pratiques afférentes à la gestion communale.

Conformément à l'article L.2123-18 du Code général des collectivités territoriales et pour permettre la prise en charge de son inscription à ce congrès, le conseil municipal doit donner un mandat spécial aux élus concernés.

**Vu** le Code Général des Collectivités Territoriales et son article L.2123-18,

Le Conseil Municipal décide, à l'unanimité, d'accorder un mandat spécial à Mme LE GARFF-TRUHAUD Francette, en sa qualité de 1ère Adjointe, dans le cadre du congrès des Maires qui se tiendra à Paris du 19 novembre au 21 novembre 2019.

Les frais d'inscription engagés pour cette mission sont inscrits au budget de la commune.

## 7) Déclarations d'intention d'aliéner

5 déclarations d'intention d'aliéner sont parvenues en mairie, pour lesquelles il convient de se positionner.

Il s'agit :

- d'un bien situé à Kéroter, d'une superficie totale de 3 312 m<sup>2</sup> appartenant à M. Mme PERKINS. Le bien est proposé à la vente à M. VIINCENT Alain habitant à Le Gueudet, pour un montant de 137 000 €.
- d'un terrain situé au 14 B rue de Montjoie, d'une superficie totale de 1 517 m<sup>2</sup> appartenant à GUYOMARD Yvon. Le bien est proposé à la vente à M. COLLIN et Mme DURAND, habitant à Goudelin, pour un montant de 52 000 €.
- d'un bien situé au 15 rue de la corderie, d'une superficie totale de 816 m<sup>2</sup> appartenant à la SCI du QUELENEC. Le bien est proposé à la vente à M. SALLIOU Guillaume, habitant à Goudelin, pour un montant de 115 000 €.
- d'un bien situé au 2 rue de la Croix Rouge, d'une superficie totale de 820 m<sup>2</sup> appartenant à M. COLLIN Gilles. Le bien est proposé à la vente à M. LE BRIS Patrice, habitant à Paimpol, pour un montant de 44 200 €.
- d'un bien situé au 13 rue de Kernilien, d'une superficie totale de 1 303 m<sup>2</sup> appartenant à M. LE CAM Mathieu. Le bien est proposé à la vente à Mme LUCAS Agnès habitant à Binic, pour un montant de 161 500 €.

Il est proposé de ne pas demander de préemption sur ces biens.

Le Conseil Municipal décide, à l'unanimité, décide de ne pas demander de préemption sur ces biens.

## 8/ Point sur les travaux en cours

- Réception des travaux de réfection du chauffage de la salle des fêtes le mercredi 30 octobre 2019. L'avis du SDIS sera nécessaire avant la réouverture de la salle au public.
- Travaux de démolition de la « ruine de la Fontaine Pierre » terminés. Un aménagement provisoire va être réalisé dans l'attente des travaux liés au lotissement « Hameau des Lavandières ».
- Fibre optique : réunion technique pour les Maires des communes concernées par le déploiement le 15 novembre 2019.
- Signalétique du Bourg : un 1er devis a été reçu pour changer le Totem devant la boucherie. Le plan de la commune est en cours d'actualisation.
- Sécurisation de la rue de Cornouaille étudiée lors de la commission voirie le 16 octobre 2019.

## 9/ Questions diverses

- Prochain conseil municipal le 25 novembre 2019 à 19 heures.
- Rencontre avec la Banque des Territoires le 2 octobre 2019 pour affiner les options de financement du projet du nouveau groupe scolaire.
- Présentation de la convention « tous partenaires dans les Côtes d'Armor » proposée par LA POSTE.
- Salle de classe actuellement utilisée sur les temps méridiens pourra être mise à disposition des associations communales hors temps scolaire (réservation à faire impérativement en mairie).
- Inauguration du nouveau vestiaire de la salle omnisport va être programmée prochainement.
- L'Association Mémoire Patriotique Armoricaire propose quatre conférences autour de la fin de la Grande Guerre (flyers distribués aux membres présents).

La secrétaire de séance  
Marie-Christine MARTIN